

## ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

# Zoom territorial

## Bassin d'emploi de Fougères 4ème trimestre 2025

### Sommaire

1 SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL P 2

2 LE TAUX DE CHÔMAGE P 3

3 LA DEMANDE D'EMPLOI P 4-8

- Principales évolutions
- Profil de la catégorie A
- Profil des catégories A, B, C
- Les flux d'entrées et de sorties
- Formation (entrées, accès à l'emploi)

4 L'INDEMNISATION P 9

5 LES OFFRES D'EMPLOI P 10-11

- Offres d'emploi diffusées
- Les métiers en tension

6 LE MARCHÉ DE L'EMPLOI P 12-16

- Les embauches (DPAE)
- L'accès à l'emploi
- L'emploi salarié (volumes, évolutions)
- L'intérim

ANNEXES P 17-22

### L'ESSENTIEL

Chômage	T3 2025
Taux de chômage (zone d'emploi)	5,6%

Demandeurs d'emploi en fin de mois	T4 2025	évol. annuelle ( T4 2025 // T4 2024 )
DEFM catégorie A	2 782	+7,7%
DEFM catégories ABC	5 591	+6,3%
- dont DELD*	2 400	+13,7%

Flux (moyenne des 3 mois du trimestre)	T4 2025	évol. annuelle ( T4 2025 // T4 2024 )	évol. annuelle du cumul sur 12 mois glissants
Entrées sur les listes du chômage	566	+32,4%	+17,1%
Sorties des listes du chômage	717	+34,7%	+12,5%
Offres diffusées (France Travail + partenaires)*	1 267	-20,6%	-6,3%

\*offres de décembre 2025 uniquement

Indemnisation	avr.2025	évol. annuelle
Bénéficiaires d'allocation en fin de mois	2 971	-0,6%

Marché de l'emploi	Nombre	évol. sur 1 an	évol. sur 5 ans
Etablissements (fin 2024)	2 251		
Salariés (fin 2024)	22 909	+0,6%	+9,6%
Intérimaires (Ille-et-Vilaine-3ème trimestre 2025)	14 498	-3,0%	

← Essentiellement dû à l'entrée en vigueur de la loi Plein emploi au 1<sup>er</sup> janvier 2025 (voir en pages suivantes).

Service Statistiques, Études et Évaluations



+ 199

C'est le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (DEFM cat. A) supplémentaires depuis un an sur le territoire.

# AVERTISSEMENTS

---

## AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI :

LA LOI POUR LE PLEIN EMPLOI est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

À partir de cette date, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France.

Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante sociale pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail.

Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis) :

<https://www.cnis.fr/wp-content/uploads/2024/10/rapport-cnis-166-web-version2-couvtexte.pdf>

La loi Plein emploi s'appliquant au 1<sup>er</sup> janvier 2025, elle influe sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 : cf. en page suivante les résultats régionaux avec leurs explications, ainsi que la vidéo explicative disponible sur le site de la DARES et les documents méthodologiques :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/enquete-source/les-statistiques-du-marche-du-travail>

---

## AVERTISSEMENT EVOLUTION DES REGLES D'ACTUALISATION ET LES SANCTIONS :

Depuis janvier 2025, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AU) sont affectés par plusieurs changements :

Les règles d'actualisation ont été modifiées : Entre janvier 2025 et mars 2025, tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement, les personnes non indemnisables ne s'inscrivant pas à FT n'avaient pas à s'actualiser. Elles étaient inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, cela a impacté à la hausse le nombre d'inscrits en catégorie A. Il a baissé sur les inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces inscrits non indemnisables ne déclarant pas d'activité réduite) et à la baisse sur les sorties des catégories A, B, C. Cette évolution a eu un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégories A, B, C.

Depuis le mois d'avril 2025, cette actualisation automatique pour les personnes non indemnisables n'ayant pas encore signé leur contrat d'engagement concerne uniquement celles qui s'inscrivent pour la première fois à France Travail. Entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> trimestre 2025, ces changements ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, et à la hausse sur les inscrits en catégories B et C.

Le régime de sanctions évolue également : Le régime de sanctions évolue avec l'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail. En moyenne au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025, le nombre de sorties des catégories A, B, C à la suite d'une radiation s'établit à 70 contre 1530 en moyenne au 1<sup>er</sup> trimestre 2025. Sur le champ des séries complémentaires (hors bénéficiaires du RSA, et jeunes en CEJ, AIJ, Pacea), il est estimé qu'en l'absence du décret, l'évolution du nombre d'inscrits au quatrième trimestre 2025 serait de l'ordre de -0,4 % pour les catégories A,B,C après une diminution de -0,2 % au troisième trimestre. L'évolution en catégorie A serait de +1,7 % après une diminution de -0,7 % au troisième trimestre. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail.

# LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025 EN BRETAGNE

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 en Bretagne, le nombre de demandeurs **d'emploi n'ayant** exercé aucune activité (catégorie A) **s'établit** en moyenne à 129 810. Ce nombre est en hausse de +2,4% sur un trimestre (à titre de comparaison, en France métropolitaine : +1,6% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025). Sur un an, par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, le nombre **d'inscrits** en catégorie A continue **d'augmenter** dans la région : +7,0% (au niveau national : +7,6%).

Le nombre de demandeurs **d'emploi** tenus de rechercher un emploi et ayant exercé une activité réduite dans le mois (catégories B et C) diminue de -1,1% sur un trimestre mais affiche une hausse de +2,0% sur un an.

Au total, la demande **d'emploi** globale (catégories A, B ou C) augmente de +0,6% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 en Bretagne par rapport au trimestre précédent (France métropolitaine : +1,5%). Elle atteint, en moyenne sur le trimestre, 260 250 personnes. Sur un an, ce nombre augmente de +4,5% (+5,3% au niveau national).

Hausse trimestrielle dans toutes les tranches **d'âge** et des chômeurs de longue durée

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025, le niveau de la demande **d'emploi** (catégories A, B et C) augmente à la fois chez les jeunes (+1,8%), les 25-49 ans (+2,7%) et les 50 ans et plus (+2,0%). Sur un an, la hausse chez les jeunes reste très élevée à +23,6%, quand elle est plus modérée pour les 25-49 ans avec +5,0% et pour les 50 ans et plus avec +2,3%.

Le nombre de demandeurs **d'emploi** inscrits depuis un an ou plus augmente ce trimestre (+2,1%) et reste en hausse sur un an (+6,2%). La part des demandeurs **d'emploi** de longue durée, représentant désormais 45,1% des inscrits de catégories ABC, a progressé de +0,7 point sur le trimestre et de +0,8 point en un an.

Les évolutions des inscrits à France Travail sont dues principalement à **l'application** de la Loi Plein emploi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, aux changements de règles **d'actualisation** en avril 2025, et depuis juin 2025 à **l'entrée** en vigueur du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations.

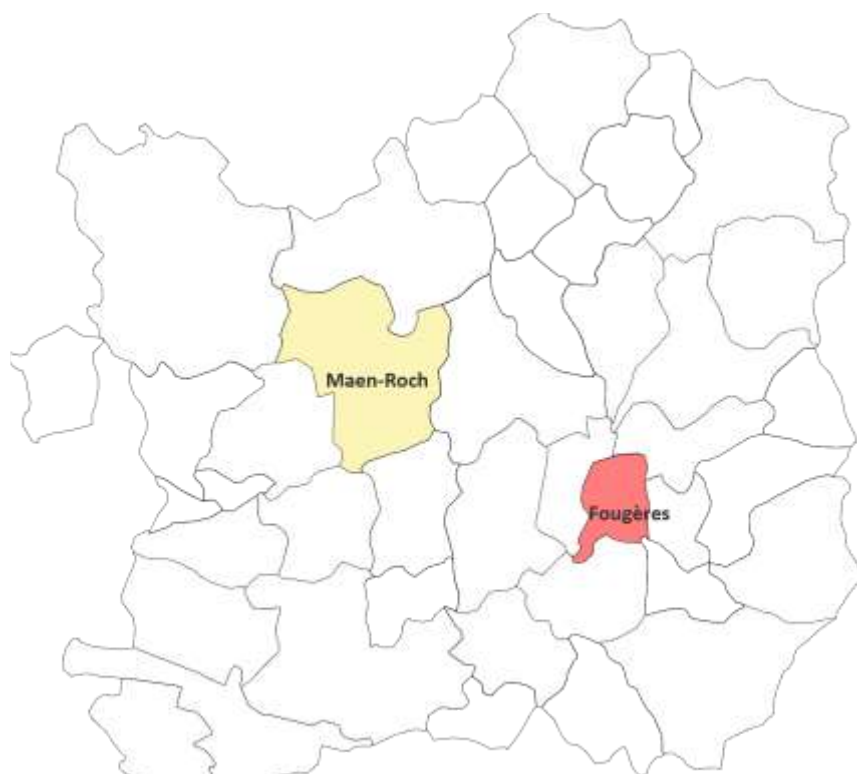
→ *Hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en CEJ, AIJ, Pacea, il est estimé qu'en l'absence du décret sur les sanctions, le nombre d'inscrits au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 aurait diminué de -0,4% pour les catégories ABC, mais augmenté de +1,7% pour la catégorie A. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail.*

*En parallèle, dans les nouvelles catégories instaurées par la Loi Plein emploi, les demandeurs **d'emploi** en catégorie F (parcours social) sont au nombre de 10 340 (7 880 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025). Ceux en catégorie G (en attente d'orientation) sont 26 710 (27 890 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025).*

## TERRITOIRE D'ÉTUDE DU PRÉSENT DOCUMENT

Le territoire s'étend sur 42 communes et compte 83 889 habitants.

### CARTE 1 : DÉCOUPAGE DE LA ZONE GÉOGRAPHIQUE PAR BASSIN D'EMPLOI ET COMMUNES



#### Nombre d'habitants :

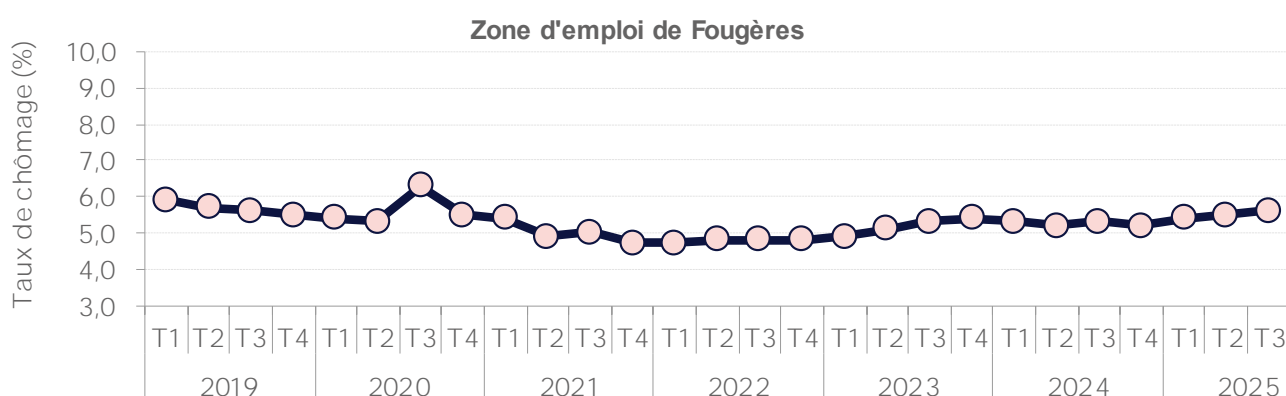
0	à	4 999
5 000	à	9 999
10 000	à	19 999
20 000	et	+

# LE TAUX DE CHÔMAGE

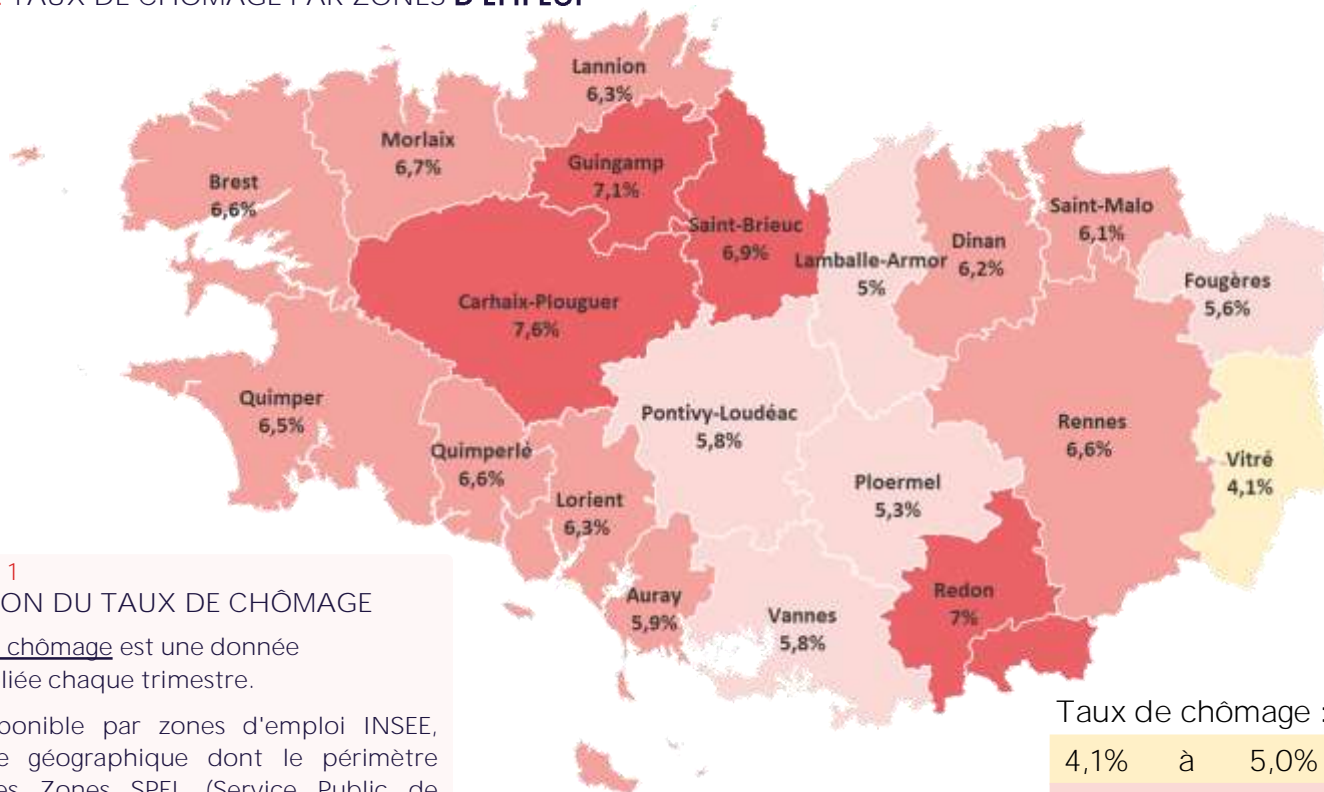
TABLEAU 1 : COMPARAISON DES TAUX DE CHÔMAGE DE L'ÉCHELLE LOCALE À L'ÉCHELLE NATIONALE

3ème trimestre 2025	Taux de chômage (en %)	Evolution sur 1 trim. (en points)	Evolution sur 1 an (en points)
Zone d'emploi de Fougères	5,6%	+0,1	+0,3
Côtes-d'Armor	6,3%	+0,0	+0,0
Finistère	6,6%	+0,3	+0,4
Ille-et-Vilaine	6,3%	+0,2	+0,5
Morbihan	6,0%	+0,2	+0,1
Bretagne	6,3%	+0,1	+0,3
France Métropolitaine	7,5%	+0,1	+0,3

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU TAUX DE CHÔMAGE LOCAL



CARTE 2 : TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONES D'EMPLOI



**ENCADRÉ 1**

**DÉFINITION DU TAUX DE CHÔMAGE**

Le taux de chômage est une donnée INSEE publiée chaque trimestre.

Il est disponible par zones d'emploi INSEE, découpage géographique dont le périmètre diffère des Zones SPEL (Service Public de l'Emploi Local) et des bassins d'emploi (définis par France Travail).

Le dénominateur du taux, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.

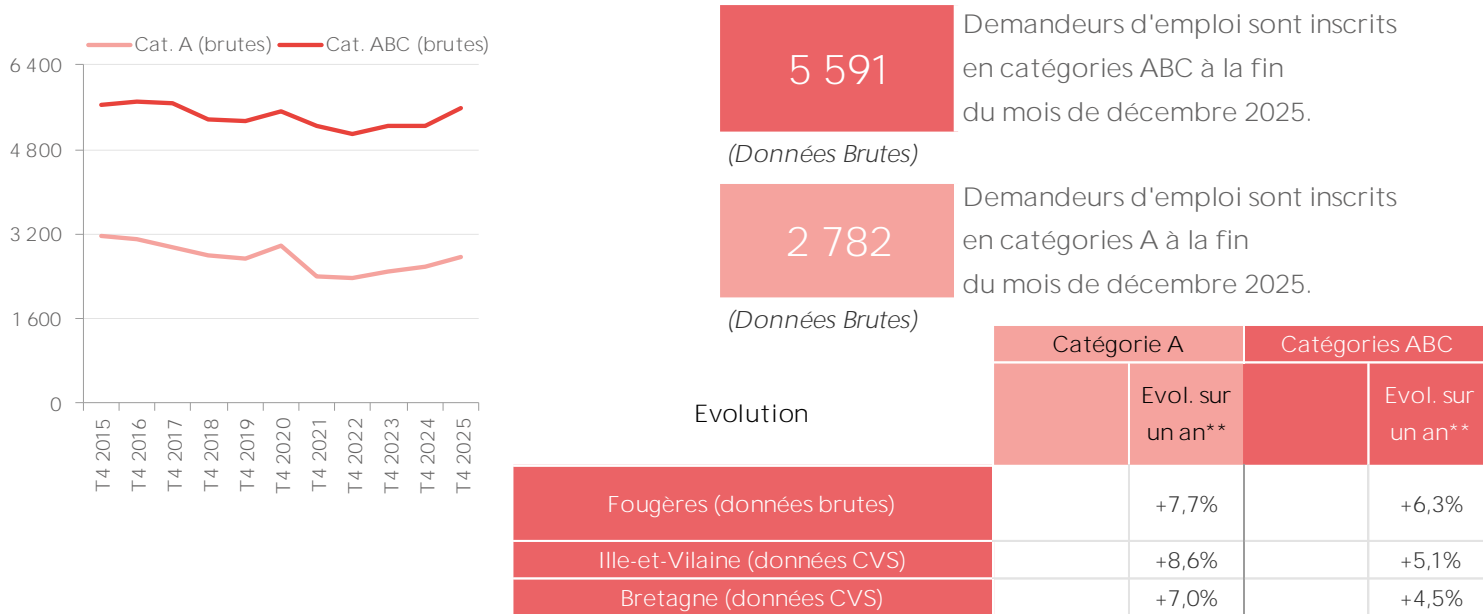
Taux de chômage :

4,1% à 5,0%
5,0% à 5,9%
5,9% à 6,7%
6,7% à 7,6%

Source : INSEE. Réalisation : Service Statistiques France Travail Bretagne

# LA DEMANDE D'EMPLOI : PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

GRAPHIQUE 2 : COMPARAISON HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DES DEFM A ET ABC



\* Pour les données brutes : évol. du volume brut entre fin décembre 2025 et fin décembre 2024.

\*\* Pour les données CVS : évol. de la moyenne mensuelle entre octobre 2025 et décembre 2025, par rapport à la moyenne mensuelle entre octobre 2024 et

TABLEAU 3 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE, ÂGE ET DURÉE D'INSCRIPTION AU CHÔMAGE

Données brutes	Cat. A	part %	Evol. annuelle	Cat. ABC	part %	Evol. annuelle
Hommes	1 482	53,3%	+11,8%	2 612	47%	+7,3%
Femmes	1 300	46,7%	+3,4%	2 979	53%	+5,4%
- 25 ans	500	18%	+15,2%	955	17%	+18,9%
25-49 ans	1 595	57%	+3,9%	3 287	59%	+3,2%
50 ans et +	687	25%	+11,9%	1 349	24%	+6,1%
DELD*	577	21%	+17,8%	2 400	42,9%	+13,7%
Total	2 782	-	+7,7%	5 591	-	+6,3%

TABLEAU 4 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATÉGORIES

Données brutes	Catégorie de demandeur d'emploi	Nombre de DEFM	Evol. annuelle	Poids / ABCDE	DEFM par catégories :
catégorie A	Sans aucune activité au cours du mois	2 782	+7,7%	43%	
catégorie B	Activité réduite courte (<78h dans le mois)	830	+16,1%	13%	B
catégorie C	Activité réduite longue (≥78h dans le mois)	1 979	+0,9%	30%	C
catégorie D	En stage, formation, maternité, maladie, ...	394	-14,9%	6%	D
catégorie E	Créateurs d'entreprise, contrats aidés	520	-5,6%	8%	E
	Total ABC	5 591	+6,3%		F
	Total ABCDE	6 505	+16,6%		G
catégorie F (brut)	En parcours à vocation d'insertion sociale	221	dispo. en		
catégorie G (brut)	Bénéficiaires RSA en attente d'orientation	592	avril 2026		

Une définition plus complète des catégories de demandeurs d'emploi est disponible dans le glossaire en annexe 4.

# LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DE LA CATÉGORIE A

GRAPHIQUE 3 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

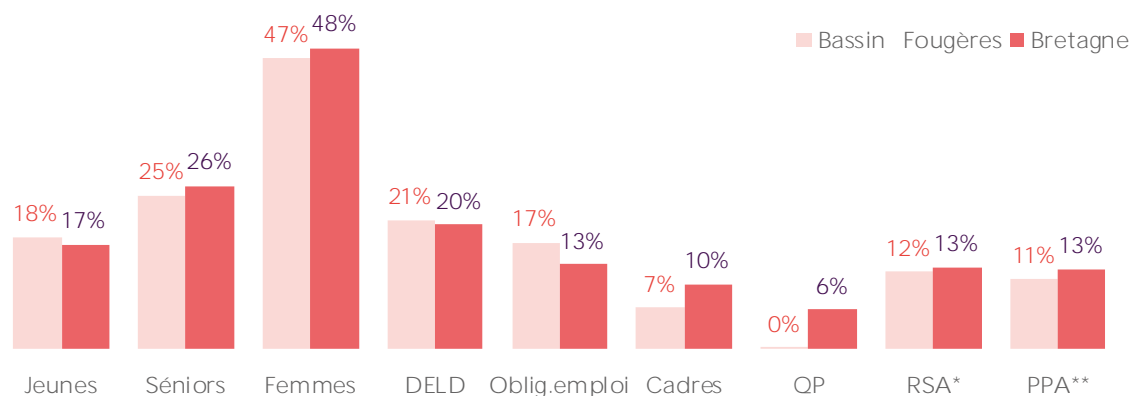


TABLEAU 5 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

----- données brutes ----->

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Obligation d'Emploi	Cadres	Quartier prioritaire	RSA* (socle ou avec PA)	PA (hors RSA)**
Volume	500	687	1 300	577	475	183		341	311
Evol. annuelle	+15%	+12%	+3%	+18%	+9%	-2%	0%	-6%	+13%
Evol. annuelle Bretagne	+24%	+2%	+7%	+7%	-0%	-7%	+5%	-9%	+19%

\* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

\*\* PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

\*\*\* DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus. \*\*\*\* Quartier Prioritaire : source INSEE

TAB. 6 : DEFM CATÉG. A SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	209	9%
Ouvrier qualifié	172	7%
Employé non qualifié	641	27%
Employé qualifié	1 031	43%
Agent maîtrise / technic.	179	7%

TAB. 7 : DEFM CATÉG. A SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	330	12%
CAP ou BEP	1 037	38%
Bac ou Bac Pro	575	21%
Bac+2	349	13%
Bac+3 et plus	461	17%
Inférieur Bac : 50%		Bac et + : 50%

TABLEAU 8 : DEFM CATÉGORIE A SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% Femmes	% Jeunes	% Seniors	% DEFM > 1 an
Agent / Agente De Conditionnement	102	47%	8%	24%	52%
Secrétaire	61	93%	3%	38%	49%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	53	43%	30%	9%	64%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	53	4%	6%	26%	58%
Agent / Agente De Service Hospitalier (Ash)	48	83%	6%	15%	58%
Agent / Agente De Production En Industrie Alimentaire	42	45%	7%	19%	71%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	42	69%	7%	45%	64%
Employé Familial / Employée Familiale	41	93%	10%	39%	37%
Agent / Agente D'Entretien Des Espaces Verts	40	3%	18%	35%	58%
Conducteur-Livreur / Conductrice-Livreuse	37	11%	8%	30%	59%

(données brutes)

# LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DES CATÉGORIES ABC

GRAPHIQUE 4 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

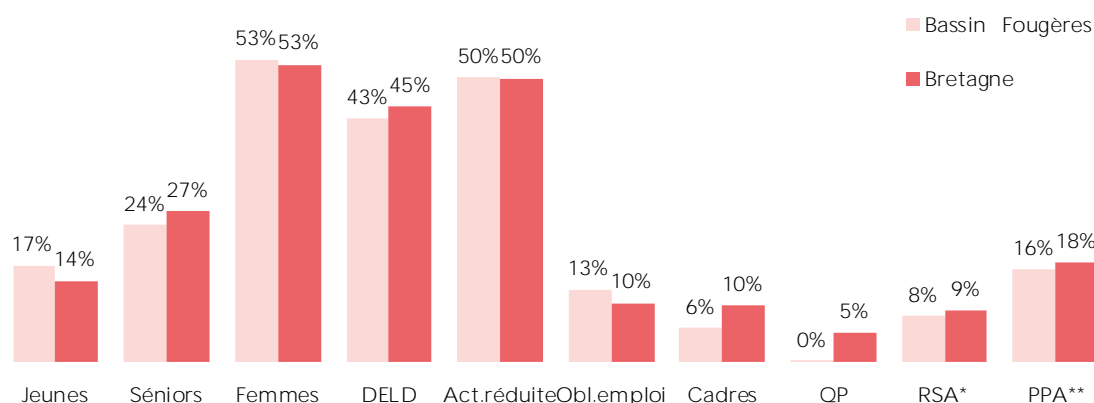


TABLEAU 9 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

<----- données brutes ----->

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Activité réduite	Obligation d'Emploi	Cadres	Quartier prioritaire	RSA* (socle ou avec PPA)	PA (hors RSA)**
Volume	955	1 349	2 979	2 400	2 809	719	334		453	915
Evol. annuelle	+19%	+6%	+5%	+14%	+5%	+3%	+1%	0%	-5%	+8%
Evol. annuelle Bretagne	+14%	+2%	+4%	+6%	0%	+1%	-4%	+3%	-7%	+9%

\* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

\*\* PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

\*\*\* DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus. \*\*\*\* Quartier Prioritaire : source INSEE

TAB. 10 : DEFM CATÉG. ABC SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	381	8%
Ouvrier qualifié	338	7%
Employé non qualifié	1 245	25%
Employé qualifié	2 344	47%
Agent maîtrise / technic.	398	8%

TAB. 11 : DEFM CATÉG. ABC SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	545	10%
CAP ou BEP	1 964	35%
Bac ou Bac Pro	1 295	23%
Bac+2	781	14%
Bac+3 et plus	957	17%
Inférieur Bac : 45%		
Bac et + : 55%		

TABLEAU 12 : DEFM CATÉGORIES ABC SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% femmes	% jeunes	% séniors	% DELD	% en activité réduite
Assistant Maternel / Assistante Maternelle	225	99%	2%	52%	75%	88%
Agent / Agente De Conditionnement	208	53%	13%	23%	50%	51%
Secrétaire	122	94%	7%	33%	55%	50%
Agent / Agente De Service Hospitalier (Ash)	94	85%	11%	22%	43%	49%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	94	6%	6%	21%	43%	44%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	87	49%	32%	13%	45%	39%
Employé Familial / Employée Familiale	85	91%	7%	36%	64%	52%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	76	71%	11%	34%	38%	45%
Agent / Agente De Production En Industrie Alimentaire	73	48%	15%	21%	34%	42%
Vendeur / Vendeuse En Prêt-À-Porter	72	83%	31%	11%	35%	56%

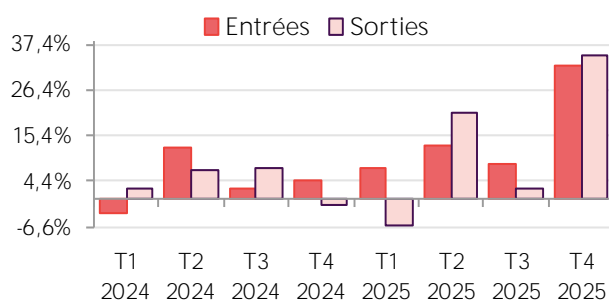
(données brutes)

# LA DEMANDE D'EMPLOI : FLUX D'ENTREES ET SORTIES

**TABLEAU 13 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE DES ÉVOLUTIONS DES ENTRÉES ET SORTIES**

Evolutions en données brutes	Entrées		Sorties	
	Evol. annuelle du 4ème trimestre 2025 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois (b)	Evol. annuelle du 4ème trimestre 2025 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois
Fougères	+32,4%	+17,1%	+34,7%	+12,5%
Ille-et-Vilaine	+26,9%	+17,6%	+32,7%	+17,0%
Bretagne	+34,1%	+21,5%	+39,1%	+20,8%

**GRAPHIQUE 5 : ÉVOLUTION SUR UN AN DU NOMBRE MOYEN D'ENTRÉES ET SORTIES**



Guide de Lecture : Le nombre moyen mensuel d'entrées du 4ème trimestre 2025 comparé au nombre du même trimestre 2024 est en hausse de +32,4%. Pour les sorties l'évolution est de +34,7%.

**TABLEAU 14 : RÉPARTITION DES MOTIFS D'ENTRÉE SUR LES LISTES DU CHÔMAGE**

Entrées (données brutes)	Nombre moyen d'entrées (oct 2025- déc 2025)	Evolution annuelle (a)	Poids	Cumul entrées sur 12 mois (janv 2025- déc 2025)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel déc.25
Fin de contrat	103	-9%	14%	1 167	-10%	15%	69
Fin de mission d'intérim	34	-29%	5%	417	-23%	5%	35
Démission	33	-6%	5%	430	-8%	5%	27
Rupture conventionnelle	31	-14%	4%	420	-0%	5%	26
Licenciement éco.	3	-17%	0%	49	+36%	1%	3
Autre licenciement	38	+8%	5%	398	-2%	5%	33
Première entrée	28	+9%	4%	292	+18%	4%	16
Retour d'inactivité	97	-10%	13%	1 216	-15%	15%	103
Réinscription rapide	57	-30%	8%	795	-20%	10%	48
Autres motifs <sup>1</sup>	250	+732%	34%	2 141	N.S.	27%	269
Motif indéterminé <sup>2</sup>	58	+63%	8%	597	+22%	8%	50
<b>Total</b>	<b>732</b>	<b>+32%</b>	<b>100%</b>	<b>7 922</b>	<b>+17%</b>	<b>100%</b>	<b>679</b>

(1) Autres motifs : fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

(2) Motif indéterminé : autre motif d'inscription.

(a) : Evol. sur 1 an de la moyenne mensuelle des entrées entre oct 2025 et déc 2025 par rapport à la moy. mensuelle entre oct 2024 et déc 2024 (idem sorties).

(b) : Evol. sur 1 an du cumul des entrées sur 12 mois de janv 2025 à déc 2025 par rapport au cumul sur 12 mois de janv 2024 à déc 2024 (idem pour les sorties).

**TABLEAU 15 : RÉPARTITION DES MOTIFS DE SORTIE DES LISTES DU CHÔMAGE**

Sorties (données brutes)	Nombre moyen de sorties (oct 2025- déc 2025)	Evolution annuelle (a)	Poids	Cumul sorties sur 12 mois (janv 2025- déc 2025)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel déc.25
Absence	469	+97%	65%	4 538	+47%	60%	449
Reprise d'emploi	65	-4%	9%	852	-16%	11%	60
Formation	62	-15%	9%	752	-20%	10%	26
Suspension	1	-99%	0%	181	-69%	2%	0
Maladie	32	+19%	4%	423	+14%	6%	28
Chgmt géo	24	+28%	3%	244	+12%	3%	21
Arrêt recherche	16	+23%	2%	153	-2%	2%	14
Retraite	4	+0%	1%	53	-15%	1%	3
Autres cas	44	+39%	6%	430	+23%	6%	39
<b>Total</b>	<b>717</b>	<b>+35%</b>	<b>100%</b>	<b>7 626</b>	<b>+12%</b>	<b>100%</b>	<b>640</b>

# LA DEMANDE D'EMPLOI : ENTRÉES EN FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POST-FORMATION

TABLEAU 16 : LES ENTRÉES EN FORMATION : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE

Zones géographiques	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
Fougères	1 210	-7%	20%	55%	17%	65%	15%	76%
Ille-et-Vilaine	18 233	-0%	18%	51%	15%	58%	12%	75%
Bretagne	53 130	+2%	18%	52%	17%	60%	13%	73%

TABLEAU 17 : LES ENTRÉES EN FORMATION : LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET PERSONNEL	314	+6%	18%	66%	24%	69%	1%	93%
TRANSPORT	200	-10%	25%	29%	14%	76%	18%	88%
MANUTENTION	84	+18%	13%	20%	19%	87%	14%	95%
CUIR PEAU	69	-18%	38%	6%	12%	57%	49%	97%
LANGUES	52	+8%	12%	54%	27%	75%	0%	48%
Autres Formations	491	-15%	20%	59%	14%	70%	19%	57%
Total des formations	1 210	-7%	20%	55%	17%	65%	15%	76%

(a) Demandeurs d'emploi entrés en formation entre décembre 2024 et novembre 2025.

NS : donnée non significative.

TABLEAU 18 : VOLUME DES SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI DANS LES 6 MOIS SUIVANT LA FORMATION

Zones géographiques	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés	Taux d'accès à l'emploi ensemble des DE	Taux d'accès à l'emploi (c)					
					Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures
Fougères	1 050	-7%	76%	1737%	73%	76%	70%	73%	84%	80%
Ille-et-Vilaine	11 284	-6%	70%	0%	73%	67%	64%	68%	77%	-

TABLEAU 19 : SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés (c)	Taux d'accès à l'emploi***					
				Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures
TRANSPORT	169	-16%	84%	-	-	-	82%	-	86%
CUIR PEAU	94	-33%	91%	-	93%	-	-	-	91%
MANUTENTION	85	+4%	76%	-	-	-	-	-	76%
ACTION SOCIALE	73	-	-	-	-	-	-	-	-
SANTE	65	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Formations	564	-8%	71%	60%	74%	73%	68%	87%	76%
Total des formations	1 050	-7%	76%	73%	76%	70%	73%	84%	80%

(b) Sorties de formations cumulées entre juin 2024 et mai 2025.

\* Comparaison des sorties de formations entre les périodes juin 2024 - mai 2025 et juin 2023 - mai 2024.

# L'INDEMNISATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DONNÉES BRUTES)

Nombre d'indemnisés	2 971
Bassin d'emploi de Fougères :	
Part dans le département :	6%
Part dans la région :	2%

TABLEAU 20 : ÉVOLUTION ANNUELLE DES INDEMNISÉS

mars 2025	Evolution sur 1 an
Fougères	-0,6%
Ille-et-Vilaine	+1,5%
Bretagne	+0,4%

## ENCADRÉ 2 : PERSONNE INDEMNISÉE

Personne bénéficiant d'un droit à l'indemnisation (droit ouvert) en fin de mois, et percevant au moins un euro au titre du dernier jour du mois.

Certaines informations ayant des conséquences sur le versement d'une allocation chômage (décisions d'admission, activité réduite, maladie, formations...) peuvent ne pas être connues au moment où le demandeur d'emploi actualise sa situation, en raison des délais de production et de transmission des pièces justificatives. Le nombre d'indemnisés à la fin d'un mois donné n'est donc connu de manière exhaustive qu'avec un certain délai : pour cette raison l'effectif des indemnisés est considéré comme définitif lorsqu'il est établi avec 6 mois de recul.

GRAPHIQUE 6 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS

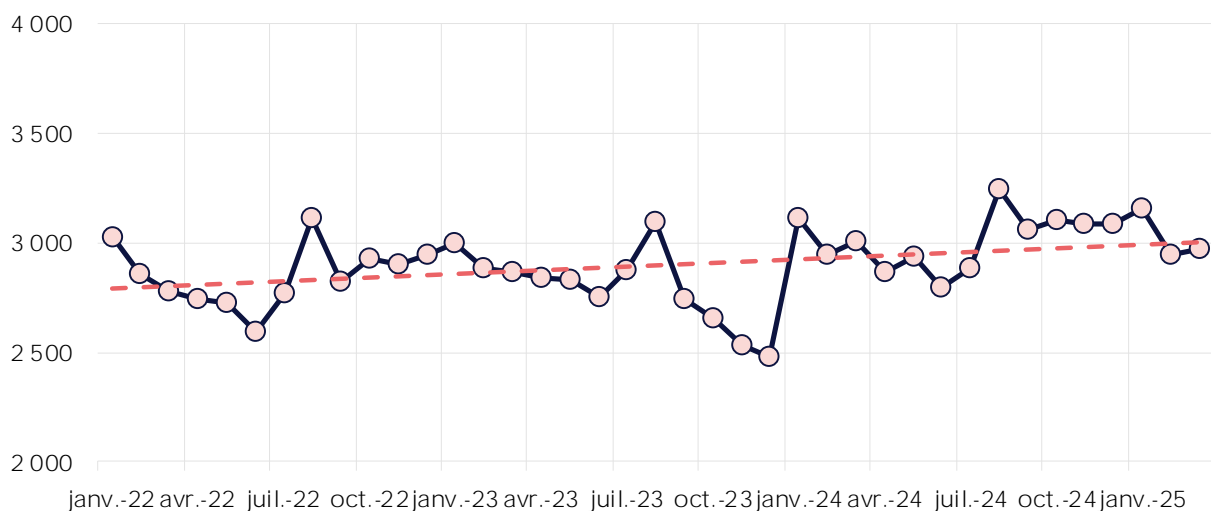
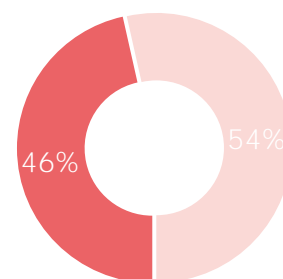


TABLEAU 21 : BÉNÉFICIAIRES EN FIN DE MOIS PAR RÉGIME D'ALLOCATIONS

Type d'allocations	mars 2025		
	BFM (bénéficiaires fin de mois)	Evolution annuelle	Part
Indemnisés Assurance Chômage (1)	2 639	-1,3%	80%
dont formation*	215	-11,9%	7%
dont CSP*	57	+0,0%	2%
Indemnisés Etat (2)	224	+9,8%	7%
dont formation	4	-50,0%	0%
Autres (3)	108	-1,8%	3%
dont formation	47	-23,0%	1%
Total indemnisés (1)+(2)+(3)	2 971	-0,6%	100%
Bassin d'emploi de Fougères			
dont formation	266	-15,0%	8%

■ Indemnisés  
■ Non indemnisés



% indemnisés =  
(indemnisés Assurance Chômage + Etat + autres)  
/ total DEFME ABCDE

(1) Essentiellement indemnisés en ARE (hors convention de gestion)  
\* Les formations réalisées dans le cadre du dispositif CSP sont comptabilisées dans la ligne "dont CSP", mais pas dans la ligne "dont formation".  
(2) Essentiellement indemnisés en ASS. Hors ATA1 (Allocation Temporaire d'Attente).  
(3) ARE et AREF convention de gestion, RFPE (Rémunération Formation France Travail).

# LES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES

## ENCADRÉ 3 : MÉTHODOLOGIE : NOUVEAUTÉ

Les statistiques des **offres d'emploi diffusées** présentées dans cette publication (cette page et page 18) portent sur les offres déposées directement à France Travail\* ainsi que sur les offres transmises par des sites partenaires\*\*. Ainsi le nombre d'offres publiées ici correspond à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site <https://www.francetravail.fr/>

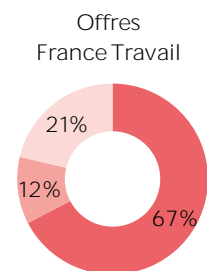
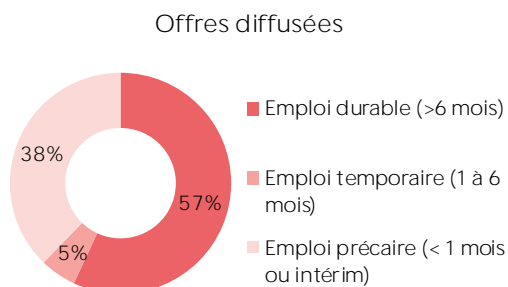
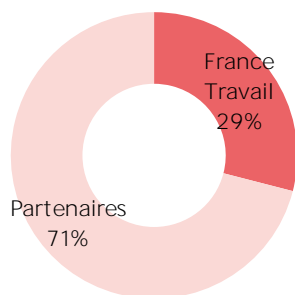
TABLEAU 22 : VOLUMÉTRIE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Données brutes	Résultats du mois		Depuis le 1er janvier		Sur les 12 derniers mois	
	déc.-24	déc.-25	2024	2025	Cumul 12m 2024	Cumul 12m 2025
Total des offres diffusées	1 596	1 267	16 455	15 411	16 455	15 411
dont offres France Travail	310	335	4 544	4 471	4 544	4 471
dont offres transmises des partenaires	1 286	932	11 911	10 940	11 911	10 940
Emploi durable (>6 mois)	1 198	682	10 358	8 774	10 358	8 774
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	55	59	948	817	948	817
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	343	526	5 149	5 820	5 149	5 820

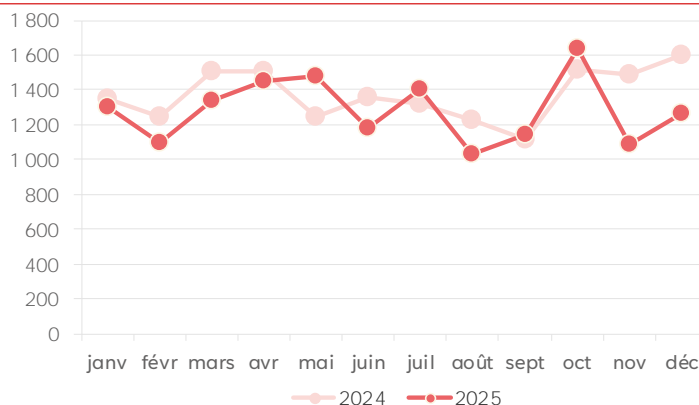
  

	Ecart sur un an		Ecart sur cumul annuel		Ecart sur cumul 12 mois	
Total des offres diffusées	-329	-20,6%	-1 044	-6,3%	-1 044	-6,3%
dont offres France Travail	+25	8,1%	-73	-1,6%	-73	-1,6%
dont offres transmises des partenaires	-354	-27,5%	-971	-8,2%	-971	-8,2%
Emploi durable (>6 mois)	-516	-43,1%	-1 584	-15,3%	-1 584	-15,3%
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	+4	+7,3%	-131	-13,8%	-131	-13,8%
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	+183	+53,4%	+671	+13,0%	+671	+13,0%

GRAPHIQUES 7A-B-C : OFFRES DIFFUSÉES SELON L'OPÉRATEUR ET PAR TYPE DE CONTRAT (cumul depuis le 1er janvier)



GRAPHIQUE 8 : ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES OFFRES DIFFUSÉES : (données brutes)



\*offres déposées à France Travail par les employeurs, soit sur le site internet de France Travail (espace employeur), soit en passant par un conseiller entreprise ou encore au moyen du 3995, numéro de téléphone dédié aux entreprises.

\*\*offres transmises par environ 150 sites partenaires de France Travail. Dans le cadre de la transparence du marché du travail, France Travail retransmet ainsi des offres d'autres acteurs, afin d'assurer aux demandeurs d'emploi l'accès le plus large possible aux offres disponibles sur le marché du travail. Ces offres subissent un contrôle strict de qualité, de légalité et de fraîcheur avant d'apparaître sur le site de France Travail.

TABLEAU 23 : OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES SELON LE SECTEUR ÉCONOMIQUE

Secteur	Résultats du mois			Depuis le 1er janvier		
	déc.-24	déc.-25	Variations	2024	2025	Variations
Agriculture	18	14	-22%	265	282	+6%
BTP	192	196	+2%	1 544	1 532	-1%
Industrie	388	395	+2%	4 592	4 367	-5%
Tertiaire	998	662	-34%	10 054	9 230	-8%
Total	1 596	1 267	-20,6%	16 455	15 411	-6,3%

# LES MÉTIERS EN TENSION

La notion de "tension" consiste à rapprocher, pour chaque métier, l'offre et la demande d'emploi. Cette liste annuelle est issue d'une collaboration entre la DARES et France Travail. Voici présentés ici les 15 premiers métiers avec le plus d'offres.

TABLEAU 24 : LES MÉTIERS EN TENSION

Principaux métiers (présentés par nombre décroissant d'offres)	Année 2023 Offres	Origines potentielles de la tension							
		Intensité d'embauche	Manque de main d'œuvre	Durabilité de l'emploi	Conditions de travail	Inadéquation géographique	Spécificité emploi formation	Inattractivité salariale	
OPÉRATIONS MANUELLES D'ASSEMBLAGE, TRI OU EMBALLAGE	8 481	●	●	●	●	●	●	●	
CONDUITE DE TRANSPORT DE MARCHANDISES SUR LONGUE DISTANCE	7 760	●	●	●	●	●	●	●	
SERVICES DOMESTIQUES	7 627	●	●	●	●	●	●	●	
INSTALLATION ET MAINTENANCE D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS ET MANAGEMENT ET INGÉNIEURIE DE PRODUCTION	7 078	●	●	●	●	●	●	●	
CONDUITE D'ÉQUIPEMENT D'USINAGE	6 279	●	●	●	●	●	●	●	
CONDUITE D'ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION ALIMENTAIRE	5 988	●	●	●	●	●	●	●	
PRÉPARATION DU GROS ŒUVRE ET DES TRAVAUX PUBLICS	5 774	●	●	●	●	●	●	●	
INTERVENTION TECHNIQUE D'EXPLOITATION LOGISTIQUE	4 759	●	●	●	●	●	●	●	
MONTAGE-ASSEMBLAGE MÉCANIQUE	4 494	●	●	●	●	●	●	●	
COMPTABILITÉ	4 413	●	●	●	●	●	●	●	
MAGASINAGE ET PRÉPARATION DE COMMANDES	4 374	●	●	●	●	●	●	●	
CONDUITE D'ENGINS DE DÉPLACEMENT DES CHARGES	4 366	●	●	●	●	●	●	●	
MANAGEMENT ET INGÉNIEURIE QUALITÉ INDUSTRIELLE	4 284	●	●	●	●	●	●	●	Nouveau
CONSEIL EN EMPLOI ET INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE	4 181	●	●	●	●	●	●	●	

La mention "Nouveau" peut apparaître en bout de ligne pour signaler la présence d'un métier qui n'était pas détecté comme en tension l'année précédente.

## ENCADRÉ 4 : MÉTHODOLOGIE

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la Dares ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse. ces indicateurs sont résumés sur une échelle de gradation des tensions en 3 niveaux : vert : faible, orange : moyen et rouge : élevé.

Plus d'information sur les origines des tensions dans les annexes (p.21)

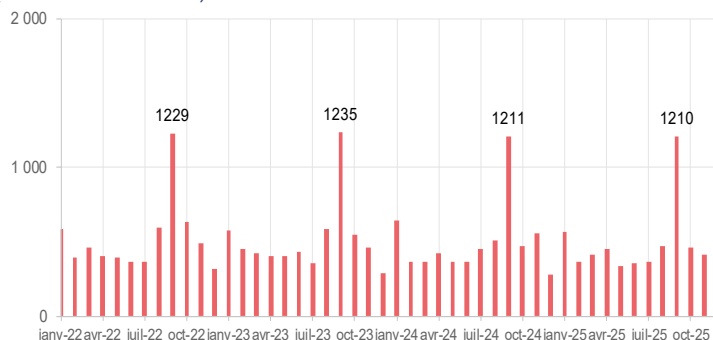
# LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : LES EMBAUCHES

**TABLEAU 25 : DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) CUMULÉES SUR 12 MOIS**

(période de janv-2025 à déc-2025) :

Volume de DPAE :	Hors intérim		Total (y compris intérim)	
	Volume	évol. annu	Volume	évol. annu
Fougères	29 786	-12,8%	50 336	-5,3%
Ille-et-Vilaine	493 876	+2,2%	1 060 763	-1,1%
Bretagne	1 388 910	-0,4%	2 756 277	-1,8%

**GRAPHIQUE 9 : DÉCLARATIONS DPAE DURABLES (CDI+CCD>6mois) PAR MOIS**



**TABLEAU 26 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES PAR TYPE DE CONTRAT (période de janv-2025 à déc-2025) :**

**Avertissement** : De récentes analyses par l'ACOSS-URSSAF montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes.

Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans ce Baromètre.

Ainsi, dans l'attente d'investigations complémentaires et de mesures correctives permettant de garantir la fiabilité des données, la **publication des déclarations d'embauche par type de contrat est suspendue**.

**TABLEAU 27 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**

Secteurs économiques	DPAE (hors intérim) - Bassin Fougères					Part du secteur	% des embauchés inscrits à France Travail
	CDI	CDD +6 mois	CDD 1 à 6 mois	CDD < 1 mois	Total		
Les 10 principaux secteurs :							
Santé humaine et action sociale						43%	72%
Hébergement et restauration						11%	37%
Activités de services administratifs et de soutien						10%	63%
Commerce - réparation d'automobiles et de motocyc						8%	53%
Arts, spectacles et activités récréatives						6%	87%
Administration publique						3%	48%
Autres industries manufacturières						3%	67%
Agriculture, sylviculture et pêche						3%	35%
Agroalimentaire						3%	46%
Transports et entreposage						2%	53%
Autres secteurs						8%	53%
Total (hors intérim)							62%

**Publication des déclarations d'embauche par type de contrat suspendue (cf. avertissement ci-dessus).**

## ENCADRÉ 5

### LES DPAE (DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE)

La DPAE est une déclaration obligatoire préalable à toute reprise d'emploi, effectuée au maximum 8 jours avant la date prévisible d'embauche. L'ensemble des DPAE sont réceptionnées par France Travail quotidiennement (ACOSS) ou mensuellement (CCMSA). 70% sont exploitées, correspondant aux NIR certifiés des DE connus dans les 36 derniers mois. En moyenne plus de 90% des DPAE aboutissent à une embauche effective.

### MÉTHODOLOGIE

Pour recenser le nombre de DPAE, la clé d'entrée retenue est le lieu de domiciliation de l'entreprise ayant fait une déclaration préalable à l'embauche. (En effet le but de cette page est avant tout d'avoir une meilleure vision du marché de l'emploi au travers des entreprises bretonnes). Les DPAE étant fortement saisonnières, les données sont cumulées sur 12 mois glissants afin de mieux visualiser la tendance globale.

# LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'ACCÈS À L'EMPLOI

**TABLEAU 28 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI**

**ENCADRÉ 6 - DÉFINITIONS**

Accès à l'emploi pour l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois entre juin 2024 et mai 2025 (cumul sur 12 mois)

Taux d'accès à l'emploi dans les 6 mois

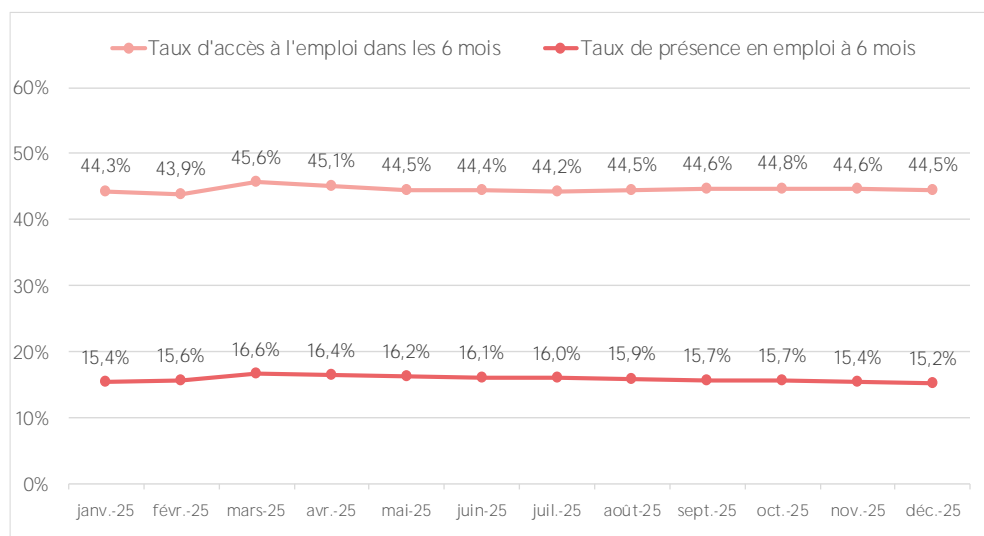
Taux de présence en emploi à 6 mois

décembre 2025	44,5%	15,2%
année précédente (cumul équivalent)	44,6%	15,9%
évolution annuelle	-0,1pt	-0,7pt

Le taux de **d'accès à l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B, ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.

Le taux de présence en **l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B qui, 6 mois plus tard, sont employés dans un contrat dit durable ( CDI ou CDD > 6 mois).

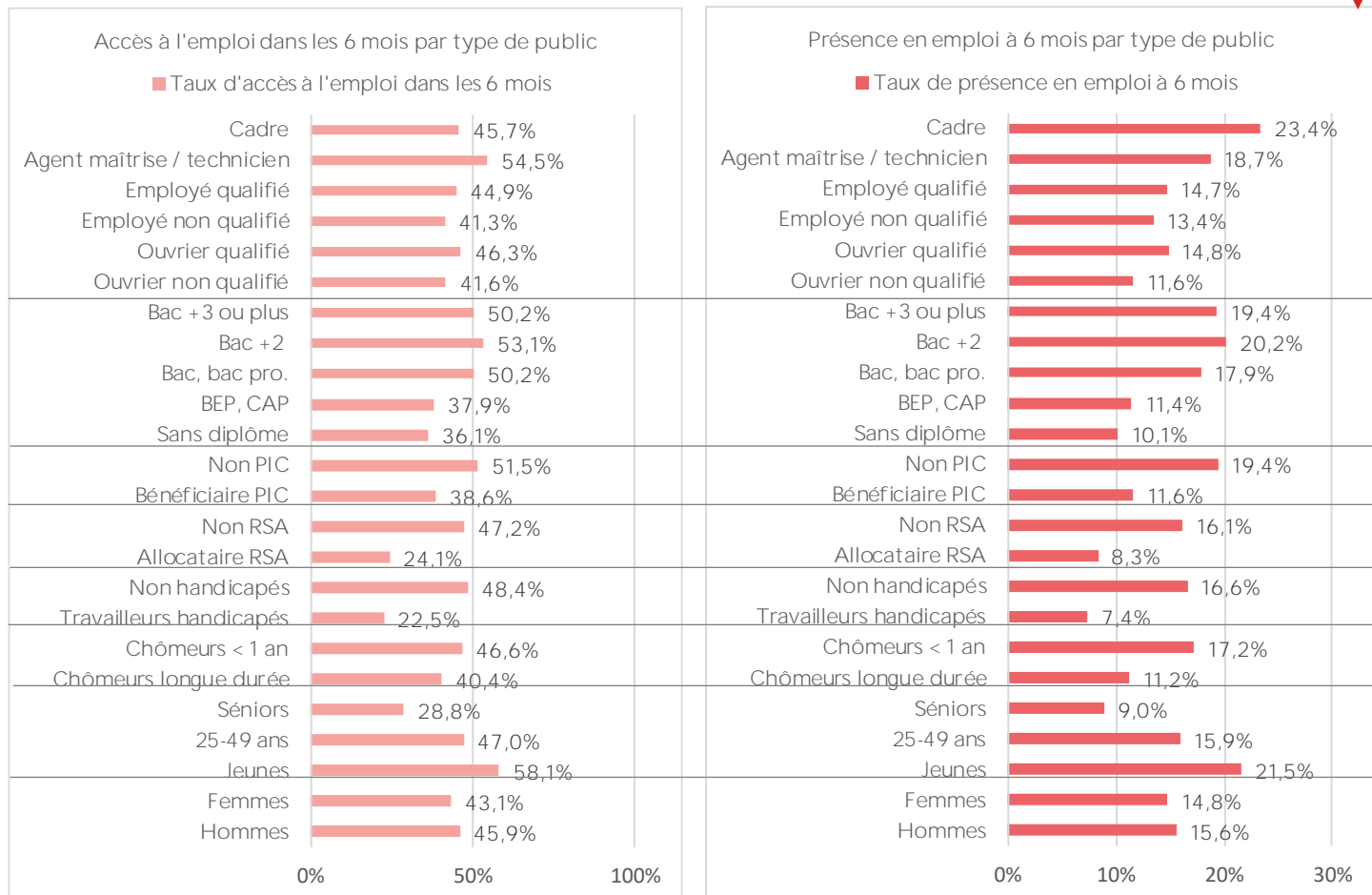
**GRAPH. 10 : ÉVOLUTION DES TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI (cumul depuis le début d'année)**



Légende des graphiques ci-dessous :

- PIC : bénéficiaire du Plan d'Investissement dans les Compétences.
- RSA : allocataire du Revenu de Solidarité Active.
- Travailleur handicapé : bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi.

**GRAPHIQUES 11 ET 12 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI PAR TYPE DE PUBLIC**



# LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (VOLUMES)

**TABLEAU 29 : RÉPARTITION DES SALARIÉS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ**  
84% des salariés sont regroupés dans 10 secteurs économiques (avec l'intérim 86%) :

Libellé des 10 principaux secteurs économiques	Salariés fin 2024			Etabs. fin 2024			Indice de spécialisation
	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	
Autres industries manufacturières	3 791	2%	17%	122	6%	5%	2,7
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	3 746	4%	16%	439	3%	20%	1,0
Santé humaine et action sociale	2 480	2%	11%	116	1%	5%	1,1
Agroalimentaire	1 954	16%	9%	69	9%	3%	1,1
Construction	1 867	0%	8%	283	0%	13%	1,0
Transports et entreposage	1 447	0%	6%	59	0%	3%	1,0
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1 311	0%	6%	11	0%	0%	2,7
Activités de services administratifs et de soutien	885	19%	4%	102	38%	5%	0,6
Hébergement et restauration	875	0%	4%	162	1%	7%	0,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	818	8%	4%	138	5%	6%	0,6
Intérimaires**	618	2%	3%	36	6%	2%	0,9
Autres secteurs	3 117	27%	14%	714	43%	32%	0,6
<b>Total</b>	<b>22 909</b>	<b>7%</b>	<b>100%</b>	<b>2 251</b>	<b>17%</b>	<b>100%</b>	<b>1,0</b>

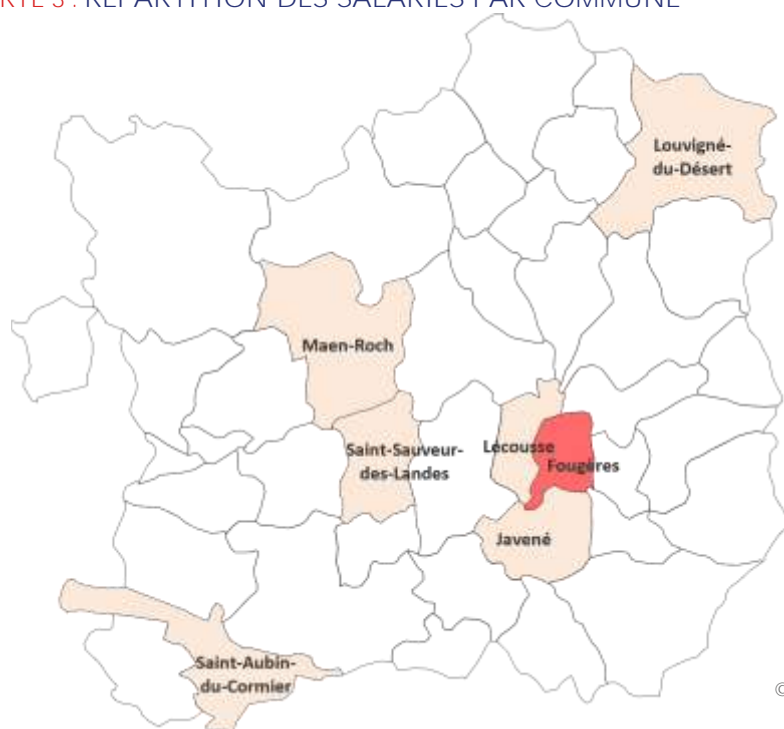
Activités de services administratifs et de soutien (hors intérim)

\*\* Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

Lecture : 17% des salariés se concentrent dans le secteur Autres industries manufacturières. L'indice de spécialisation de ce secteur est de 2,7.

Sources :

**CARTE 3 : RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR COMMUNE**



Nombre de salariés :

0	à	999
1 000	à	2 499
2 500	à	4 999
5 000	et	+

© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

## ENCADRÉ 7

### CHAMP D'ÉTUDE

Les données du marché de l'emploi en fournissant les nombres de salariés et établissements relevant de leur propre régime.

Sont exclus des emplois concurrentiels : les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

### INDICE DE SPÉCIALISATION

Il permet, dans chaque territoire, de repérer les secteurs d'activité sur- ou sous-représentés par rapport à la région.

Un indice de spécialisation > 1 signifie que le territoire est spécialisé dans l'activité : plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé.

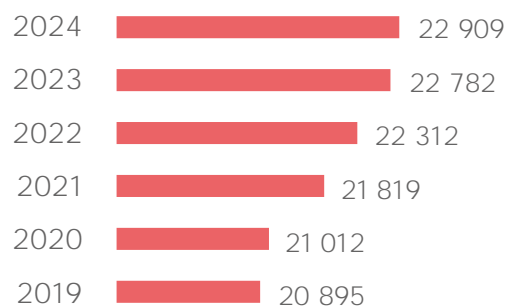
# LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (ÉVOLUTIONS)

TABLEAU 30 : ÉVOLUTIONS DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Evolution annuelle 2024 / 2023 (données brutes)	Fougères		Ille-et-Vilaine		Bretagne	
	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**
Autres industries manufacturières	-0,2%	+13,0%	-1,1%	+4,8%	-1,2%	+3,2%
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	-2,1%	-1,3%	+0,4%	+7,7%	+0,5%	+8,9%
Santé humaine et action sociale	+0,3%	+4,6%	+1,3%	+12,1%	+0,9%	+9,5%
Agroalimentaire	+0,7%	+18,9%	+1,1%	+6,5%	+1,6%	+5,2%
Construction	-3,5%	+7,2%	-1,9%	+8,3%	-1,0%	+9,1%
Transports et entreposage	+4,0%	+11,5%	-1,1%	+2,1%	-0,1%	+2,1%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	+9,2%	+28,9%	+1,1%	+6,9%	+1,0%	+8,2%
Activités de services administratifs et de soutien	+0,5%	+6,9%	+2,8%	+12,5%	+2,3%	+15,3%
Hébergement et restauration	+10,2%	+25,5%	+3,9%	+17,4%	+3,0%	+14,5%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-6,4%	+1,0%	+1,2%	+23,2%	+0,4%	+18,8%
Intérimaires**	+1,6%	+10,6%	-0,8%	-4,8%	+1,3%	+3,7%
Autres secteurs	+1,9%	+12,2%	+0,8%	+15,2%	+1,5%	+12,7%
<b>Total</b>	<b>+0,6%</b>	<b>+9,6%</b>	<b>+0,6%</b>	<b>+10,7%</b>	<b>+0,9%</b>	<b>+9,7%</b>

\*\* Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

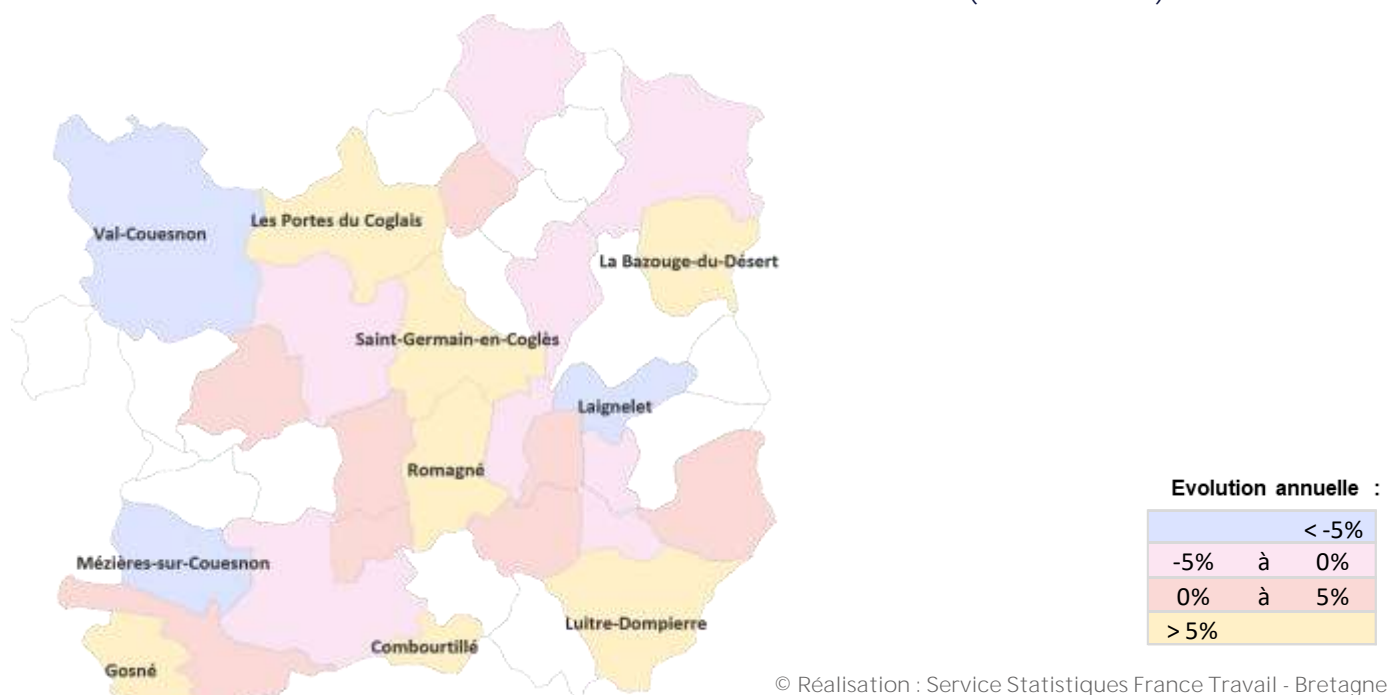
GRAPHIQUE 13 : LES VOLUMES ANNUELS DE L'EMPLOI SALARIÉ



Sources :



CARTE 4 : ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR COMMUNES (2024 / 2023)



© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

# LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'INTÉRIM (données départementales CVS\*)

TABLEAU 31 : ESTIMATION DES SALARIÉS INTÉRIMAIRES EN FIN DE MOIS, ET ÉVOLUTIONS

Intérimaires en ETP**	14 498	3ème trimestre 2025	Evol. sur un trimestre	Evol. sur 1 an
Poids dans la région :	35%	Ille-et-Vilaine	+0,2%	-3,0%
		Bretagne	-0%	-3%

## ENCADRÉ 8

\* DONNÉES CVS : Données corrigées des variations saisonnières.

\*\* ETP : Equivalent temps plein. Les intérimaires sont recensés en fonction des établissements utilisateurs du territoire (et non pas des établissements de travail temporaire du territoire).

GRAPHIQUE 14 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIÉS INTÉRIMAIRES

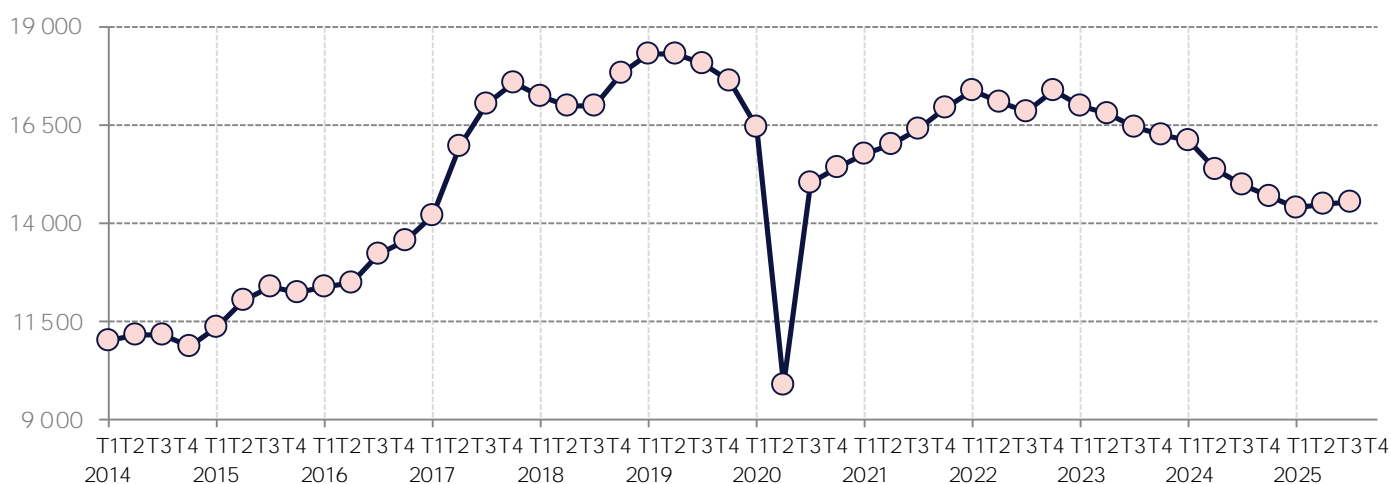


TABLEAU 32 : PRINCIPAUX SECTEURS AYANT RECOURS À DES INTÉRIMAIRES (NOMENCLATURE NAF 17 POSTES)

Secteur d'activité	Volume	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an	Part
Construction	2 546	+3%	-5%	18%
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	2 541	-3%	-3%	18%
Transports et entreposage	1 993	+4%	-2%	14%
Fabrication d'autres produits industriels	1 533	+4%	+5%	11%
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien	1 519	-8%	-11%	10%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	1 164	-4%	-4%	8%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	834	-5%	-21%	6%
Fabrication de matériels de transport	723	+16%	+44%	5%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques	582	+6%	+0%	4%
Autres activités de services	582	-1%	-10%	4%
Cokéfaction et raffinage, Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	556	-1%	+9%	2%
Agriculture	128	+2%	-7%	1%
<b>Total (tous secteurs)</b>	<b>14 498</b>	<b>+0%</b>	<b>-3%</b>	

# ANNEXE 1

## DÉTAIL DES OFFRES DIFFUSÉES PAR MÉTIERS

TABLEAU 33 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi diffusées par métiers en décembre 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / déc 24	Poids offres France Travail
Manoeuvre Bâtiment	37	2,9%	22%	+30	24,3%
Technicien / Technicienne Méthodes	37	2,9%	41%	+10	21,6%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	34	2,7%	26%	+13	47,1%
Tourneur-Fraiseur / Tourneuse-Fraiseuse	32	2,5%	38%	+5	15,6%
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	31	2,4%	81%	-31	9,7%
Agent / Agente De Production En Industrie Alimentaire	25	2,0%	32%	+25	36,0%
Magasinier / Magasinière	24	1,9%	58%	-14	33,3%
Aide-Soignant / Aide-Soignante	22	1,7%	59%	-22	18,2%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	22	1,7%	82%	+6	63,6%
Maçon / Maçonne	21	1,7%	38%	+3	14,3%
<b>Sous-total 10 premiers métiers</b>	<b>285</b>	<b>22,5%</b>	<b>-</b>	<b>+25</b>	<b>27,7%</b>
<b>Autres métiers</b>	<b>982</b>	<b>77,5%</b>	<b>-</b>	<b>-354</b>	<b>26,1%</b>
<b>Total offres</b>	<b>1 267</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>	<b>-329</b>	<b>26,4%</b>

Offres d'emploi diffusées par métiers depuis le 1er janvier 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2025 // 2024	Poids offres France Travail
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	405	2,6%	84%	-156	25,9%
Technicien / Technicienne Méthodes	356	2,3%	47%	-28	12,9%
Magasinier / Magasinière	351	2,3%	46%	+296	24,2%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	349	2,3%	38%	+32	62,5%
Tourneur-Fraiseur / Tourneuse-Fraiseuse	320	2,1%	33%	+17	18,1%
Infirmier / Infirmière En Soins Généraux (Ide)	305	2,0%	15%	+16	4,9%
Employé Familial / Employée Familiale	282	1,8%	89%	-200	67,4%
Aide-Soignant / Aide-Soignante	276	1,8%	28%	-25	10,1%
Comptable	262	1,7%	87%	-143	13,0%
Agent / Agente De Conditionnement	250	1,6%	45%	-2	66,8%
<b>Sous-total 10 premiers métiers</b>	<b>3 156</b>	<b>20,5%</b>	<b>-</b>	<b>-193</b>	<b>30,0%</b>
<b>Autres métiers</b>	<b>12 255</b>	<b>79,5%</b>	<b>-</b>	<b>-851</b>	<b>28,8%</b>
<b>Total offres</b>	<b>15 411</b>	<b>100%</b>	<b>57%</b>	<b>-1 044</b>	<b>29,0%</b>

Offres d'emploi diffusées par métiers sur les 12 derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois	Poids offres France Travail
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	405	2,6%	84%	-156	25,9%
Technicien / Technicienne Méthodes	356	2,3%	47%	-28	12,9%
Magasinier / Magasinière	351	2,3%	46%	+296	24,2%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	349	2,3%	38%	+32	62,5%
Tourneur-Fraiseur / Tourneuse-Fraiseuse	320	2,1%	33%	+17	18,1%
Infirmier / Infirmière En Soins Généraux (Ide)	305	2,0%	15%	+16	4,9%
Employé Familial / Employée Familiale	282	1,8%	89%	-200	67,4%
Aide-Soignant / Aide-Soignante	276	1,8%	28%	-25	10,1%
Comptable	262	1,7%	87%	-143	13,0%
Agent / Agente De Conditionnement	250	1,6%	45%	-2	66,8%
<b>Sous-total 10 premiers métiers</b>	<b>3 156</b>	<b>20,5%</b>	<b>-</b>	<b>-193</b>	<b>30,0%</b>
<b>Autres métiers</b>	<b>12 255</b>	<b>79,5%</b>	<b>-</b>	<b>-851</b>	<b>28,8%</b>
<b>Total offres</b>	<b>15 411</b>	<b>100%</b>	<b>57%</b>	<b>-1 044</b>	<b>29,0%</b>

# ANNEXE 1 BIS

## DÉTAIL DES OFFRES FRANCE TRAVAIL

### UNIQUEMENT, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

TABLEAU 34 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES PAR FRANCE TRAVAIL ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi enregistrées par secteurs en décembre 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / déc 24
Activités Liées À L'Emploi	219	65,4%	48%	+52
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	12	3,6%	83%	+9
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	11	3,3%	36%	+0
Hébergement Médico-Social Et Social	10	3,0%	80%	+5
Transports Terrestres Et Transport Par Conduites	9	2,7%	89%	-4
<b>Sous-total 5 premiers secteurs</b>	<b>261</b>	<b>77,9%</b>	-	<b>+62</b>
<b>Autres secteurs</b>	<b>74</b>	<b>22,1%</b>	-	<b>-37</b>
<b>Total offres</b>	<b>335</b>	<b>100,0%</b>	<b>58%</b>	<b>+25</b>
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart / déc 24
Industrie	107		49,5%	+26
Construction BTP	38		55,3%	+16
Transport et logistique	30		30,0%	+1

Offres d'emploi enregistrées par secteurs depuis le 1er janvier 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2025 // 2024
Activités Liées À L'Emploi	2 560	57,3%	46%	+461
Transports Terrestres Et Transport Par Conduites	160	3,6%	91%	-10
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	145	3,2%	52%	-18
Industrie Du Cuir Et De La Chaussure	141	3,2%	96%	+5
Services Relatifs Aux Bâtiments Et Aménagement Paysager	136	3,0%	80%	-125
<b>Sous-total 5 premiers secteurs</b>	<b>3 142</b>	<b>70%</b>	-	<b>+313</b>
<b>Autres secteurs</b>	<b>1 329</b>	<b>30%</b>	-	<b>-386</b>
<b>Total offres</b>	<b>4 471</b>	<b>100%</b>	<b>68%</b>	<b>-73</b>
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart 2025 // 2024
Industrie	1 169		54%	+133
Transport et logistique	425		28%	+96
Construction BTP	419		32%	+115

Offres d'emploi enregistrées par secteurs sur 12 les derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Activités Liées À L'Emploi	2 560	57,3%	46%	+461
Transports Terrestres Et Transport Par Conduites	160	3,6%	91%	-10
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	145	3,2%	52%	-18
Industrie Du Cuir Et De La Chaussure	141	3,2%	96%	+5
Services Relatifs Aux Bâtiments Et Aménagement Paysager	136	3,0%	80%	-125
<b>Sous-total 5 premiers secteurs</b>	<b>3 142</b>	<b>70,3%</b>	-	<b>+313</b>
<b>Autres secteurs</b>	<b>1 329</b>	<b>29,7%</b>	-	<b>-386</b>
<b>Total offres</b>	<b>4 471</b>	<b>100,0%</b>	<b>68%</b>	<b>-73</b>
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Industrie	1 169		54%	+133
Transport et logistique	425		28%	+96
Construction BTP	419		32%	+116

## ANNEXE 2

# L'EMPLOI SALARIÉ SUR LES 6 SECTEURS DOMINANTS

GRAPHIQUE 15 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE  
AVEC POUR BASE 100 L'ANNÉE 2018

Légende :   
— Fougères   
- - - Ille-et-Vilaine   
— Bretagne

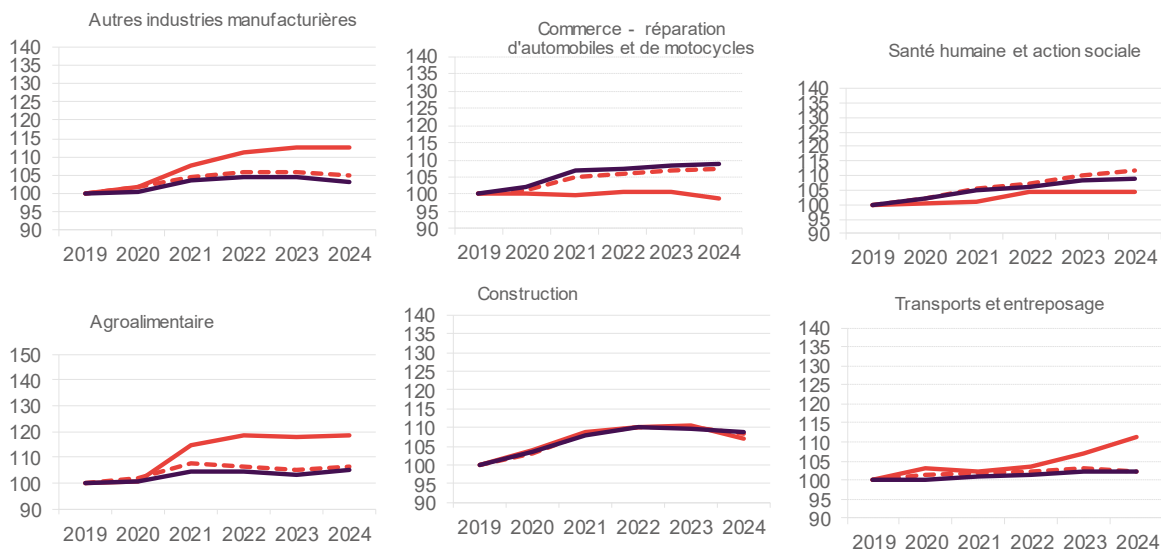


TABLEAU 35 : TOP 10 DES SECTEURS EN TERMES DE CRÉATIONS ET DE DESTRUCTIONS D'EMPLOIS

Créations d'emploi en 2024 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Gains annuels
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	113
Restauration	79
Transports terrestres et transport par conduites	54
Culture et production animale, chasse et services annexes	51
Autres industries manufacturières	31
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	26
Action sociale sans hébergement	22
Réparation et installation de machines et d'équipements	20
Activités des organisations associatives	18
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	17
Autres secteurs (hors intérim)	96
<b>Total (dont intérim)</b>	<b>537</b>

Destructions d'emploi en 2024 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Pertes annuelles
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	-80
Activités juridiques et comptables	-63
Travaux de construction spécialisés	-61
Industrie de l'habillement	-39
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	-30
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	-27
Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	-10
Activités pour la santé humaine	-9
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	-9
Fabrication de meubles	-7
Autres secteurs (hors intérim)	-75
<b>Total (dont intérim)</b>	<b>-410</b>

# ANNEXE 3

## LA TENSION

Afin d'indiquer la difficulté de recrutement pour les entreprises, la Dares et France Travail proposent un indicateur de mesure des tensions sur le marché du travail. Il s'agit d'estimer, pour un métier donné et sur une zone géographique donnée, la difficulté ou non à recruter.

### Remarque pour l'analyse :

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la DARES ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse :

- **L'intensité d'embauches** : plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les difficultés de recrutement. Cette dimension est abordée en rapportant le nombre d'offres d'emploi et de projets de recrutement à l'emploi moyen.

- Des conditions de travail contraignantes : des conditions de travail contraignantes peuvent rendre les recrutements plus difficiles. Un indicateur synthétique sur les conditions de travail est calculé à partir de la part de salariés subissant des contraintes physiques, des limitations physiques, des contraintes de rythme, du travail répétitif, des périodes de travail durant les jours non ouvrables ou en dehors des plages de travail habituelles et un morcellement des journées de travail.

- La non-**durabilité de l'emploi** : comme les conditions de travail, les conditions d'emploi interviennent dans l'attractivité du poste à pourvoir. Toutes choses égales par ailleurs, un contrat à durée déterminée est potentiellement moins attractif qu'un contrat à durée indéterminée. La non-durabilité des postes proposés est mesurée par l'inverse de la moyenne pondérée de la part des offres durables (contrats à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de 6 mois), de la part des offres à temps complet et de la part de projets de recrutement non saisonniers. Cet indicateur peut cependant avoir un effet ambigu sur la difficulté de recrutement car les employeurs recrutant en emplois durables peuvent se montrer plus exigeants dans leur processus de recrutement, et rencontrer de ce fait plus de difficultés.

- Le manque de main-**d'œuvre disponible** : recruter auprès d'un large vivier de demandeurs d'emploi est a priori plus aisé que dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Pour un métier donné, cet indicateur est construit en prenant l'opposé du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A rapporté à l'emploi moyen.

- Le lien entre la spécialité de formation et le métier : un décalage entre les compétences requises par les employeurs et celles dont disposent les personnes en recherche d'emploi peut alimenter les tensions. Pour approcher cette inadéquation, l'indicateur permet d'apprécier si le métier en question est difficile d'accès pour des personnes ne possédant pas la formation requise, à partir de la spécificité et de la concentration des spécialités de formation par métier.

- **L'inadéquation géographique** : la main-d'œuvre disponible peut être suffisante au niveau national mais si sa répartition géographique diffère fortement de celle des postes proposés, il peut y avoir des tensions localisées. L'indicateur mesurant l'inadéquation géographique est défini comme l'écart, en valeur absolue, de distribution géographique entre l'offre et la demande, selon l'indice de dissimilarité de Duncan et Duncan.

- **L'attractivité salariale** : Le salaire constitue une composante importante de l'attractivité d'un métier. Afin de déterminer si le salaire offert dans un métier est plus attractif par rapport aux autres, un indicateur composite est élaboré. Il est basé sur deux dimensions : une dimension dite objective – pourrait-on être mieux rémunéré en exerçant un autre métier étant donné son niveau de diplôme et son expérience professionnelle ? – et une dimension dite subjective qui s'appuie directement sur le ressenti des individus concernant leur niveau de rémunération

Sources statistiques et méthodes de calcul : L'approche développée par France Travail et la Dares vise à explorer toutes les dimensions des tensions sur le marché du travail.

Ces indicateurs sont construits dans la publication commune entre la Dares et France Travail est généralement publié pour la nomenclature des familles professionnelles (FAP 2009). France Travail a adapté cet indicateur afin qu'il soit disponible pour l'ensemble des métiers du ROME.

Accéder aux sources et méthodologies détaillées :  
[dares.travail-emploi.gouv.fr](https://dares.travail-emploi.gouv.fr)

# ANNEXE 4

## GLOSSAIRE

### Le Chômage :

Taux de chômage	Donnée INSEE publiée trimestriellement, disponible par zones d'emploi (découpage géographique défini par l'INSEE).  Le périmètre de ces zones d'emploi est différent de celui des zones d'emploi définies par le SPEL (Service Public de l'Emploi Local) ainsi que de celui des bassins d'emploi définis par France Travail. Le dénominateur du taux de chômage, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.
-----------------	---

### Le Marché du Travail :

DEFM	Demands d'emploi en fin de mois :
catégorie A	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche <b>d'emploi</b> , sans emploi.
catégorie B	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche <b>d'emploi</b> ayant exercé une activité réduite courte ( $\leq 78$ heures au cours du mois).
catégorie C	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche <b>d'emploi</b> , ayant exercé une activité réduite longue ( $> 78$ heures au cours du mois).
catégorie D	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche <b>d'emploi</b> (en raison <b>d'un stage, d'une formation, d'une maladie...</b> ), sans emploi.
catégorie E	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche <b>d'emploi</b> , en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs <b>d'entreprise</b> ).
catégorie F	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche <b>d'emploi</b> : personnes orientées vers un parcours à vocation <b>d'insertion</b> sociale.
catégorie G	- <b>bénéficiaires du RSA en instance d'orientation</b> , c'est-à-dire en attente de savoir quel organisme sera en charge de leur accompagnement.
DELD	Demands d'emploi de longue durée. Il s'agit des demands d'emploi au chômage depuis plus d'un an.
BOE	Bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Il s'agit pour l'essentiel des travailleurs handicapés.
RSA + PA	Revenu de Solidarité Active + Prime d'Activité.
QP(V)	Quartier Prioritaire de la Ville.
Flux de demands <b>d'emploi</b>	Entrées / sorties des listes du chômage de France Travail :
DEE	Demands d'emploi entrant sur les listes.
DES	Demands d'emploi sortis des listes.
Taux d'écoulement	Par métier, exprime la potentialité à sortir du chômage sur un an. Vaut DES sur 12 mois / (DEE sur 12 mois + DEFM ABC de l'année précédente).
Offres d'emploi	Offres d'emploi diffusées / collectées par les agences France Travail :
Offres d'emploi diffusées	Les Offres <b>d'emploi</b> diffusées comprennent les Offres d'emploi enregistrées (OEE) <b>c'est-à-dire</b> collectées par France Travail + les Offres <b>d'emploi</b> des partenaires de France Travail.
ROME	Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois. Chaque code ROME correspond à un métier spécifique.
Taux de tension	Pour les tensions, merci de vous référer à la note méthodologique réalisé par le DARES et France Travail : <a href="https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-tensions-sur-le-marche-du-travail-en-2023">https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-tensions-sur-le-marche-du-travail-en-2023</a>

### Indemnisation :

BFM	Bénéficiaires en fin de mois. Demands d'emploi bénéficiant d'une allocation de l'assurance chômage ou du régime de solidarité.
Part des indemnisés	La part des indemnisés est le rapport entre les indemnisés (= indemnisés assurance chômage + indemnisés solidarité Etat, hors allocataires formation ou préretraite) et l'ensemble des demands d'emploi potentiellement indemnisables (= DEFM ABCDE).

### Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

# ANNEXE 4

## GLOSSAIRE (SUITE ET FIN)

### Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

### Marché de l'emploi :

NAF	Nomenclature d'activités française. Chaque code NAF correspond à un secteur d'activités spécifique. Plusieurs regroupements de secteurs existent, dans ce document sont utilisées les NAF en 88 postes (pour l'emploi salarié) et en 17 postes (pour l'intérim).
Emploi salarié	Emploi concurrentiel, source Urssaf / Acof. Sont exclus du marché de l'emploi concurrentiel les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. L'agriculture et une partie de l'industries agroalimentaires sont affiliées à la MSA.
Indice de spécialisation	Distinction de la surreprésentation ou de la sous-représentation d'un secteur d'activité sur une zone géographique donnée. Si cet indice est supérieur à 1, le territoire est spécialisé dans l'activité associée. Plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé dans cette activité.
Intérim	Sur la page "emploi salarié" : intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire. Sur la page "intérim" : Estimation du nombre d'intérimaires en fin de mois ayant effectué leur missions chez les employeurs utilisateurs de main-d'œuvre du territoire. Obtenu à partir des déclarations mensuelles d'intérim des employeurs.

### Zonages géographiques :

Bassin d'emploi	Zone définie par France Travail. Espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. Correspond à l'aire fonctionnelle des agences France Travail : en fonction de son lieu de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence France Travail qui couvre son bassin d'emploi. La Bretagne en compte 26.
ALE	Agence locale pour l'emploi. Zone définie par France Travail. Dans la plupart des bassins d'emploi, le bassin d'emploi correspond à une ALE. Les bassins les plus urbanisés comptent plusieurs ALE : il s'agit des bassins de Brest, Quimper, St-Brieuc, Lorient, Vannes et Rennes. La Bretagne compte 39 ALE.
Zone d'emploi	Zone définie par l'INSEE (2010). Espace géographique où la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. La Bretagne compte 18 zones d'emploi.
Zone SPEL	Service public de l'emploi local. Défini par la DGEFP (Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle). Implique les acteurs publics chargés de l'application de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. La Bretagne compte 18 zones SPEL.
MDE	Maison de l'emploi. Mises en place dans le cadre du Plan de cohésion sociale (2004) sous la responsabilité des collectivités territoriales. Elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire breton. La Bretagne en compte 14.



# En savoir plus

- LES PUBLICATIONS STATISTIQUES RÉGIONALES :

[francetravail.org/regions/bretagne](https://francetravail.org/regions/bretagne)

→ rubrique "Statistiques et analyses" :

- Les évolutions trimestrielles de la demande d'emploi en Bretagne
- Des analyses localisées et détaillées du marché du travail dans les territoires bretons
- Des focus sur le marché du travail dans les principaux secteurs d'activité de la région
- L'enquête BMO sur les Besoins en Main-d'œuvre des entreprises bretonnes

- LES DONNÉES STATISTIQUES FRANCE TRAVAIL EN LIBRE ACCÈS :

→ nationales :

[francetravail.org/opendata/](https://francetravail.org/opendata/)

→ localisées :

[dataemploi.francetravail.fr/](https://dataemploi.francetravail.fr/)

Directeur de la publication  
Angélique GOODALL

Directeurs de la rédaction  
Anthony JEULAND, Nicolas MAXIME

Réalisation  
Service Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail - Bretagne  
36 rue de Léon  
35000 Rennes



[francetravail.org](https://francetravail.org)

